



**ORGANISATION
INTERNATIONALE
DU CAFÉ**

ICC 128-5

30 octobre 2020
Original : anglais

F

Conseil international du café
128^e session (extraordinaire)
Session virtuelle
28 octobre 2020
Londres (Royaume-Uni)

Communiqué 2020
Viser la durabilité économique pour un
secteur mondial du café inclusif et résilient

Contexte

Le Communiqué 2020 : "Viser la durabilité économique pour un secteur mondial du café inclusif et résilient" a été initialement examiné par le Groupe de travail public-privé sur le café (GTPPC) et par le Forum des chefs d'entreprise et dirigeants mondiaux, puis approuvé par le Conseil international du Café à sa 128^e session (extraordinaire) le 28 octobre 2020.

**Forum des chefs d'entreprise et
dirigeants mondiaux**
2^e réunion (en ligne)
9 septembre 2020

Conseil international du Café
128^e session (extraordinaire) (en ligne)
28 octobre 2020

Communiqué 2020

VISER LA DURABILITÉ ÉCONOMIQUE POUR UN SECTEUR MONDIAL DU CAFÉ INCLUSIF ET RÉSILIENT

MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCLARATION DE LONDRES SUR LE NIVEAU, LA VOLATILITÉ DES PRIX ET LA DURABILITÉ À LONG TERME DU
SECTEUR DU CAFÉ ET LA RÉOLUTION 465 SUR LE NIVEAU DES PRIX DU CAFÉ

Nous, signataires de la Déclaration de Londres, nous sommes rassemblés à l'occasion du 2^e Forum des chefs d'entreprise et dirigeants mondiaux qui s'est tenu en ligne le 9 septembre, et **nous, les Membres de l'Organisation internationale du Café**, pays exportateurs et importateurs tels que définis dans l'Accord international de 2007 sur le Café, nous sommes réunis lors de la 128^e session (extraordinaire) du Conseil international du Café, qui s'est tenue en ligne le 28 octobre 2020.

Nous réitérons notre engagement et nos aspirations qui ont inspiré la Déclaration de Londres et la Résolution 465, afin d'identifier et de traiter conjointement les causes profondes du manque de durabilité économique des caféiculteurs qui contribue à l'augmentation des niveaux de pauvreté dans les pays producteurs, ainsi qu'aux problèmes sociaux et environnementaux qui persistent dans le secteur du café. Il s'agit notamment de l'impact du niveau et de la volatilité des prix, au moyen de la coordination et l'alignement des efforts et des financements, d'un dialogue public-privé efficace, et de la mobilisation des partenaires et des ressources pour mettre en œuvre des solutions convenues d'un commun accord. Ces solutions visent à mettre en place des chaînes de valeur mondiales du café durables, inclusives et résilientes, garantissant aux petits exploitants un "**revenu prospère**" qui ne se limite pas à couvrir leurs besoins de base. Un "**revenu prospère**" garantira aux petits exploitants des revenus suffisants qui leur permettront de progresser dans la vie et de rester dans la production de café, garantissant que les générations futures s'engageront dans le café à l'avenir. Seule une véritable prospérité permettra à la nouvelle génération de producteurs de café d'avoir un meilleur niveau de vie que les précédentes.

Nous prenons acte des efforts et des investissements importants déjà entrepris par les pays exportateurs, les pays importateurs et le secteur privé, et leurs partenaires de la société civile et de la communauté du développement, en vue d'un secteur du café plus durable, soutenu par des initiatives multipartites. Ce n'est que par un dialogue public-privé efficace, la mobilisation des acteurs et des ressources sur une base régulière pour mettre en œuvre des solutions convenues d'un commun accord autour d'une vision, d'une stratégie et d'une feuille de route à long terme communes, que nous pourrons orienter avec succès le secteur vers un avenir durable et prospère pour tous.

Nous sommes profondément attristés par les pertes tragiques en vies humaines et les difficultés économiques causées dans le monde entier par la Covid-19. La pandémie a aggravé la situation déjà difficile des producteurs, car les prix du café sont restés jusqu'à 30% en dessous de la moyenne de ces dix dernières années pendant la majeure partie de cette année caféière. Les approvisionnements ont été touchés par les perturbations des systèmes logistiques et du commerce international ainsi que par la pénurie de main-d'œuvre due aux confinements locaux et autres mesures de sécurité. La récession mondiale, ainsi que les changements dans les habitudes de consommation, pourraient avoir un impact supplémentaire sur le secteur du café. Les conséquences économiques et sociales pour les pays producteurs seront graves et pourraient inclure une augmentation des taux de pauvreté, des difficultés sociales et des migrations. Par conséquent, le maintien du *statu quo* représente un risque majeur pour l'industrie et pour les moyens de subsistance de millions de producteurs de café et de leurs familles. Des actions concertées supplémentaires doivent être engagées rapidement pour protéger la vie et les revenus des acteurs tout au long de la chaîne de valeur du café, pour sauvegarder les investissements antérieurs dans la durabilité du secteur et pour favoriser une reprise rapide, plus verte et inclusive.

Conscients de ce contexte, nous avons créé un Groupe de travail public-privé propre au secteur du café, guidé par les principes de co-responsabilité des pays importateurs et exportateurs Membres de l'OIC et du secteur privé et par l'engagement de toutes les parties prenantes du café et des partenaires de développement, qui doit avoir un impact, être inclusif et orienté vers l'action. **Nous soulignons et saluons tout particulièrement** le fait que nos représentants au sein du Groupe de travail public-privé sur le café se sont mis d'accord sur une compréhension initiale commune des moyens de viser à la durabilité à long terme du secteur du café, tout en mettant en œuvre des actions efficaces et pragmatiques à court terme pour atteindre les objectifs et les résultats souhaités et assurer les moyens de subsistance des caféiculteurs et la prospérité de toutes les parties prenantes du café.

En outre, nous avons élaboré une **vision commune pour le secteur du café**, qui sera développée plus avant, et qui aborde les défis sectoriels et les causes profondes sous-jacentes afin de viser à la résilience économique et à la durabilité sociale des agriculteurs, à un marché de l'offre et de la demande mieux équilibré avec une diversité d'origines, et également d'assurer la durabilité environnementale par une production durable et la conservation des écosystèmes de ressources naturelles dans les paysages de café.

Nous avons également élaboré une **feuille de route** qui, bien qu'elle soit malheureusement affectée par les incertitudes liées à la pandémie de Covid-19, présente un calendrier général pour la fixation d'objectifs, le compte-rendu des progrès réalisés et les prochaines étapes par domaine thématique. Des engagements assortis de délais sont nécessaires pour réaliser la vision commune, pour s'attaquer au niveau et à la volatilité des prix et pour parvenir à la durabilité sociale et économique et à la résilience aux chocs par une production durable et une consommation accrue.

Par la présente, nous nous engageons conjointement à

APPUYER la déclaration de vision du dialogue à l'échelle du secteur et la feuille de route 2020-2030, ainsi que le plan de travail 2020-2021 détaillant les prochaines étapes de la mise en œuvre de nos objectifs, élaborés par les parties prenantes du secteur au sein du Groupe de travail public-privé sur le café.

MOBILISER des ressources en espèces et en nature, une fois que des objectifs spécifiques et quantifiés auront été collectivement convenus, pour :

- La coordination et le fonctionnement continu du Groupe de travail public-privé sur le café.
- La mise en œuvre de la feuille de route.
- La garantie d'une croissance durable, inclusive et résistante du secteur du café, afin de parvenir à un revenu réel et prospère pour les petits caféiculteurs et leurs familles ainsi que pour l'ensemble du secteur du café, grâce à un processus d'amélioration continue qui s'appuie sur et transcende le concept de revenu minimum vital, la méthodologie et l'expérience, tout en reconnaissant la conservation des zones et des paysages naturels, ainsi que l'augmentation de la prospérité de tous les acteurs de la chaîne de valeur du café, tout en répondant aux demandes des consommateurs
- La recherche-développement et le transfert de connaissances, de technologies et d'innovations par la numérisation pour améliorer la durabilité et l'efficacité de la production, du traitement, de la consommation et de l'élimination des produits en fin de vie du café.
- L'amélioration de l'accès des petits producteurs de café aux ressources financières et aux opportunités de renforcement des capacités.
- L'activation de tous les domaines de travail thématiques qui font partie de la feuille de route en donnant la priorité à la réalisation de la durabilité économique des agriculteurs.

METTRE EN ŒUVRE un ensemble d'actions initialement identifiées pour l'année caféière 2020/21, en mettant l'accent sur :

- La promotion de la viabilité économique de la caféiculture et l'obtention d'un revenu minimum vital comme fondement de la prospérité des producteurs en créant une méthodologie cohérente, efficace et rentable, en établissant des points de référence et en identifiant et en mettant en œuvre des interventions clés (par exemple, des projets pilotes) afin de combler l'écart de revenu dans les pays Membres de l'OIC producteurs de café.
- L'activation des domaines de travail techniques, au-delà des gains rapides identifiés, pour mettre à jour et renforcer la feuille de route en ce qui concerne les interventions et les objectifs sur la transparence du marché, y compris la diversité des origines, les politiques et les institutions du marché, la résilience et l'inclusion, la production et l'approvisionnement responsables.
- L'organisation d'une consultation publique sur la théorie du changement (vision, énoncé du problème) et les propositions de domaines techniques sur les objectifs et les engagements, y compris l'engagement des caféiculteurs et de leurs associations aux niveaux national, sous-régional et régional.
- La collaboration avec les institutions nationales des pays producteurs et les organisations du troisième secteur, en tirant parti des initiatives existantes et des programmes de l'OIC.

RENFORCER la mise en œuvre de la Déclaration de Londres et de la Résolution 465 en confiant au Directeur exécutif de l'Organisation internationale du Café le soin de fournir un soutien continu au dialogue structuré à l'échelle du secteur ainsi qu'aux initiatives des pays Membres de l'OIC pour un dialogue public-privé continu par le biais du Groupe de travail public-privé sur le café et d'autres initiatives et solutions complémentaires tout en mobilisant les ressources nécessaires et le soutien du public.

INTENSIFIER, AUX NIVEAUX INDIVIDUEL ET COLLECTIF, nos efforts pour rendre le secteur du café économiquement durable, inclusif et résilient, conformément à l'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable et porter nos préoccupations et aspirations à l'attention des dirigeants mondiaux par le biais de forums tels que le G7, le G20, l'ONU et d'autres initiatives nationales, régionales et internationales pertinentes.

FAIRE PARTICIPER tous les partenaires du développement, l'ONU et ses institutions spécialisées, ainsi que les institutions internationales et régionales de développement, commerciales et financières, à la mise en œuvre de notre vision et de notre feuille de route communes.

DÉVELOPPER un système de compte-rendu des engagements pour le Groupe de travail public-privé sur le café, basé sur les normes existantes du secteur, afin de garantir la responsabilité et la transparence.

ET ENFIN, NOUS RÉITÉRONS notre soutien à ce processus public-privé unique et au Groupe de travail public-privé sur le café et NOUS NOUS RÉUNIRONS DE NOUVEAU en septembre 2021, pendant le Conseil international du Café, ou plus tôt si nécessaire, pour examiner les résultats obtenus et la réalisation de nos engagements, ainsi que pour adopter des mesures et allouer des ressources selon la vision convenue afin de promouvoir la mise en œuvre réussie de la feuille de route.

Londres, le 28 octobre 2020

**Signé par le Forum des chefs d'entreprise et
dirigeants mondiaux**

**Signé par l'Organisation internationale du
Café**

La Déclaration de Londres a été signée par :

ECOM Trading

illycaffè S.p.A.

Jacobs Douwe Egberts (JDE)

Lavazza S.p.A.

Mercon

Nestlé S.A.

Neumann Kaffee Gruppe

Olam

Starbucks Coffee Company

Sucafina

Tchibo

Volcafe

Et soutenue par :

Global Coffee Platform GCP

Sustainable Coffee Challenge SCC

CLAC

Fairtrade International

Hanns R. Neumann Stiftung

IDH the Sustainable Trade Initiative

Association nationale du café des États-Unis

Oikocredit

Rainforest Alliance

Rusteacoffee

Association des cafés de spécialité